

Elections Législatives du 5 Mars 1967

Circonscription de Saint-Brieuc

Electrices,

Electeurs,

Il y a deux ans une partie importante d'entre vous m'a accordé sa confiance pour remplacer notre ami **Antoine MAZIER,** aux postes de Conseil ler Général puis de Maire de Saint-Brieuc.

Ces deux fonctions, je crois pouvoir dire que je me suis efforcé de les remplir en toute conscience, ne ménageant ni mon temps ni mon travail, participant aux diverses activités de la cité et de la région, soucieux uniquement de servir au mieux les intérêts de notre population.

J'ai été amené ainsi à m'intéresser activement aux problèmes qui préoccupent particulièrement les familles des travailleurs : *emploi, formation professionnelle, logement, aide aux personnes âgées, évolution de notre agriculture, de la pêche. du tourisme.* On s'aperçoit très vite que malgré toute la bonne volonté des conseils municipaux (d'ailleurs de plus en plus écrasés par les charges nouvelles que l'Etat leur impose), la solution à nos difficultés ne peut venir que de l'échelon national, par un changement radical de notre politique générale.

C'est pourquoi, à la demande de mes camarades du *Parti Socialiste Unifié,* j'ai déposé ma candidature pour la Circonscription de Saint-Brieuc. Je pense aussi que la fonction de député, qui me dégagerait de mes obligations professionnelles à Curie, me permettrait des interventions directes auprès des ministères et pourrait accroître l'efficacité de mon travail, dans l'intérêt de notre circonscription.

Je remercie vivement mon ami *Pierre Lanoë,* maire de Lamballe, que beaucoup d'entre vous connaissent et apprécient et qui, en m'apportant son concours, nous permet d'associer dans cette campagne les deux villes principales de notre circonscription.

Le sens de notre action

Je ne tenterai pas, dans cette courte circulaire, de vous présenter longuement un programme détaillé (que nous exposons dans notre journal et dans nos réunions). Je rappellerai seulement notre opposition au *pouvoir personnel* et la nécessité d'une *démocratisation,* tant sur le plan politique que sur le plan économique, tant à l'échelon national qu'à l'échelon régional. Par ailleurs les efforts déployés à Saint-Brieuc, aussi bien pour le *logement* (démarrage de 846 logements ces jours-ci) que pour les *écoles* (achèvement du Lycée Rabelais, début du C.E.S. du Grand Clos en mars, du nouveau Lycée Technique Chaptal en octobre), montrent assez l'intérêt que je porte à ces questions.

De même, je n'ignore pas l'importance de l'*agriculture* dans un département comme le nôtre, et la nécessité de lui assurer les investissements souhaitables, puis une organisation des marchés qui la mette à l'abri de crises comme celle qui touche actuellement l'aviculture. C'est en favorisant la *coopération* sous toutes ses formes que l'on assurera aux agriculteurs les garanties indispensables. Pour l'habitat rural une priorité doit être accordée aux adductions d'eau.

Mais, à mon avis, un problème domine tous les autres dans notre région.

Du travail pour les jeunes

Le nombre des jeunes de 20 à 24 ans va passer, dans le département, de 28.000 en 1962 à 48.000 en 1972. En même temps le nombre de cultivateurs va continuer à baisser. Un nombre croissant de jeunes gens, et surtout de jeunes filles, va se trouver en chômage avant d'avoir travaillé : c'est un *véritable danger* sur le plan social, et l'effort en ce domaine devrait être absolument prioritaire, pour créer en particulier à St-Brieuc et à Lamballe les emplois indispensables.

C'est d'ailleurs également (avec la suppression des zones) le seul moyen de relever effectivement le niveau des salaires dans notre région, en créant un mouvement d'expansion qui serait bénéfique à toutes les catégories sociales.

Comment ?

Il faut une intervention impérative de l'Etat auprès des industriels et des entreprises nationalisées, une aide effective pour l'aménagement des infrastructures, une péréquation des transports. *L'argent*, on le trouvera quand on voudra en le prélevant sur la force de frappe et sur les bénéfices des sociétés, en répartissant plus équitablement les impôts.

Pour une politique nouvelle

La politique que nous souhaitons exige une majorité de gauche. Comme l'a souligné **Pierre Mendès-France** que le P.S.U. est fier de compter dans ses rangs, le revenu national s'est accru depuis 8 ans d'environ 50 %. Ni les salariés, ni les cultivateurs n'ont vu leurs ressources s'accroître dans les mêmes proportions. C'est que l'Etat en a d'abord soustrait une fraction importante pour sa force de frappe et que les privilégiés de la fortune en ont ensuite prélevé la part du lion.

C'est cela que nous voulons changer, pour donner aux travailleurs leur juste part du revenu national, leur juste part aussi dans la gestion des affaires publiques.

Union de la Gauche

Le *P.S.U.* pense que cela est possible — facile même si toutes les forces du travail savent réaliser leur union, sans distinctions philosophiques ou religieuses, dans la tolérance et la confiance.

Grâce au *P.S.U.* cela a été possible à Saint-Brieuc. Avec votre appui nous continuerons dans la même voie.

Yves LE FOLL

Censeur au Lycée Technique Curie
Maire de Saint-Brieuc
Conseiller Général
Président de la Commission Administrative du Centre Hospitalier
Président du Syndicat Intercommunal St-Brieuc-Ploufragan-Trégueux

Suppléant: **Pierre LANOE**
Maire de Lamballe

Imprimerie Moderne — Saint-Brieuc